



**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
ASSEMBLEE DE CORSE**

1^{ère} SESSION ORDINAIRE POUR 2016

REUNION DES 14 ET 15 AVRIL

N° 2016/O1/015

**REPONSE DE Mme Josepha GIACOMETTI, Conseillère Exécutive
A LA QUESTION ORALE DEPOSEE PAR PAR Mme Laura-Maria POLI
au nom du groupe « CORSICA LIBERA»**

**OBJET : Participation au plan « 500 000 » et financement des formations destinées
aux demandeurs d'emploi**

Madame la Conseillère,

Lors de la conférence pour une charte en faveur l'emploi local, nous avons présenté une méthode destinée à proposer d'ici la fin de l'année à votre Assemblée un plan de formation construit véritablement en partenariat avec les acteurs socio-professionnels, et en cohérence avec nos orientations stratégiques pour un développement maîtrisé de notre île.

Le renforcement de l'accès à la qualification, notamment pour les demandeurs d'emploi, en favorisant la construction de parcours adaptés et pertinents pour un retour à l'emploi en cohérence avec les besoins des entreprises et des territoires, constitue en effet l'une des priorités de notre mandature.

Aussi, dès les premiers travaux concernant la préparation du budget primitif 2016, nous avons souhaité consolider les moyens financiers alloués à la formation professionnelle qui, avec une action économique forte, constituent un levier essentiel à la lutte contre le chômage.

Notre Exécutif recherche, dans un contexte budgétaire contraint, tous les leviers d'actions lui permettant de tenir les engagements pris auprès des Corses et d'agir dans les domaines qui sont pour nous fondamentaux. L'annonce par l'État du plan « 500 000 » devenu depuis le plan « Un million de formations pour les personnes en recherche d'emploi », constitue évidemment pour nous une opportunité permettant d'envisager des financements complémentaires indispensables afin d'enrichir une offre de formation adaptée répondant à l'expression des besoins des filières et orientée vers les secteurs porteurs d'emploi.

Cela implique évidemment une obligation de réactivité et d'engagement de notre collectivité. Ainsi depuis plusieurs semaines, nos services, en partenariat avec les services de l'État et les partenaires sociaux, travaillent à la rédaction d'une convention qui sera signée le 22 avril prochain par le Président du Conseil Exécutif, autorisé en cela par délibération n° 16/066 de votre Assemblée en date du 16 mars 2016.

La convention fixera le nombre total d'entrées en formation accessibles aux personnes en recherche d'emploi en Corse, à 3326 pour l'année 2016. 1636 formations seront à la charge de la CTC, les autres seront réalisées par Pôle Emploi.

Par rapport à l'année 2015, la CTC mettra ainsi en place 600 formations supplémentaires :

- 500 dans le cadre de la convention CTC – AFPA ;
- 100 dans le cadre de la commande publique.

Il est important de noter que cet effort financier, soit 1,8 million d'euros, sera entièrement compensé par une recette provenant des engagements de l'État pris dans le cadre de la convention.

J'appelle également votre attention sur la convention liant la CTC et Pôle Emploi. Ce dernier dispose toujours de fonds destinés, malgré le transfert de compétences à la CTC, à l'achat de formations collectives. Afin que la Corse ne perde pas ces financements non transférables à la CTC, la convention permettant à Pôle Emploi de continuer à mobiliser ses budgets sur l'achat de formations collectives sera prorogée jusqu'au 30 juillet 2017.

Enfin, seront mobilisés les opérateurs paritaires (OPCA et OPACIF) sur des actions de formation des demandeurs d'emploi afin de faciliter les refinancements du FPSPP (Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels) dans le cadre des actions éligibles au Compte Personnel de Formation.

Madame la Conseillère, Mesdames et Messieurs les conseillers, vous l'aurez compris, notre engagement est entier et notre collectivité entend assumer dans ce domaine pleinement son rôle de chef de file. Nous sommes convaincus que si nous œuvrons, ensemble, aux côtés de tous les acteurs concernés, nous pouvons agir en faveur de tous ceux qui aujourd'hui dans notre pays sont à la recherche d'un emploi et attendent de nous des actions concrètes.

Je vous remercie.